



Onzième session
Cinquième Commission
Point 43 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE FINANCIER 1957

Chapitre 20 - Centres d'information (à l'exception des
services d'information de Genève)

Projet de résolution présenté par le Chili, Cuba, l'Equateur,
l'Espagne, le Pérou et la République Dominicaine

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre 20 du projet de budget pour l'exercice
financier 1957,

Prenant acte avec satisfaction de l'initiative prise par le Secrétaire
général d'étendre aux nouveaux Etats Membres le réseau des centres d'information,

Considérant que le crédit nouveau prévu pour les services à fournir aux
nouveaux Etats Membres sera insuffisant du fait que les évaluations budgétaires
ont été faites avant que le Secrétaire général ait reçu de certains des nouveaux
Membres des communications montrant l'intérêt qu'ils portent à la création de
centres d'information conformément au principe de la répartition régionale et
linguistique énoncé parmi les "principes de base applicables à l'action de
l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information" que l'Assemblée
générale a approuvés dans sa résolution 595 (VI),

Considérant que l'application d'une politique administrative souple doit
permettre de ne pas faire de différence entre les nouveaux Etats Membres et les
autres en ce qui concerne la fourniture de services d'information,

Recommande au Secrétaire général de continuer à se préoccuper au premier chef
de créer des bureaux d'information dans les nouveaux Etats Membres, en attribuant
la priorité aux pays qui, pour des raisons linguistiques ou autres, ne peuvent
être desservis comme il convient ni par les centres existants ni par les services
d'information des institutions spécialisées et qui ont manifesté l'intérêt qu'ils
portent à la question;

Recommande au Secrétaire général de soumettre à un examen constant la structure des centres d'information et de s'employer encore davantage à coordonner les services d'information de l'Organisation des Nations Unies avec ceux des institutions spécialisées pour éviter les doubles emplois et rendre possible - grâce à des économies qui, sans nuire aux services existants, pourraient être réalisées dans d'autres chapitres du budget, ou grâce à d'autres mesures administratives de la compétence du Secrétaire général - l'affectation de crédits à la création progressive des centres d'information nécessaires dans les nouveaux Etats Membres;

Invite le Secrétaire général à tenir compte des avis exprimés au cours du débat que la Cinquième Commission a consacré à cette question, tant pour répartir les crédits votés pour l'exercice 1957 que pour préparer le projet de budget relatif à l'exercice financier 1958.
